Dirk Schumann, Raising citizens in the “century of the child”: the United States and German Central Europe in Comparative Perspective

David Niget

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/3696>

DOI : 10.4000/rhei.3696

ISBN : 978-2-7535-4019-4

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2014

Pagination : 198-202

ISBN : 978-2-7535-3558-9

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

David Niget, « Dirk Schumann, *Raising citizens in the “century of the child”: the United States and German Central Europe in Comparative Perspective* », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 16 | 2014, mis en ligne le 30 octobre 2014, consulté le 08 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3696> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.3696>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2021.

© PUR

Dirk Schumann, *Raising citizens in the “century of the child”: the United States and German Central Europe in Comparative Perspective*

David Niget

RÉFÉRENCE

Dirk Schumann, *Raising citizens in the “century of the child”: the United States and German Central Europe in Comparative Perspective*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2010, collection “Studies in German History”, 256 p., ISBN: 978-1-84545-696-2

- 1 Le ^{xx}e siècle est fréquemment présenté comme le « siècle de l'enfance », un avènement annoncé par la féministe suédoise Ellen Key dans un ouvrage paru en 1900 à Stockholm avant d'être traduit en 1909 à New York. Incantatoire ? Prémonitoire ? La formule est reprise par Dirk Schumann, professeur à l'université de Göttingen, et analysée rétrospectivement à l'aune du concept de citoyenneté. Le directeur de cette publication collective note dans son introduction que le recours à la science politique pour les historiens est devenu courant, fondé sur une définition élargie de la citoyenneté. Cette dernière ne doit pas seulement être conçue comme un mouvement historique octroyant des droits civils, politiques et sociaux, selon la triade de T. H. Marshall¹, mais également comme « un champ de pratiques (judiciaires, politiques, économiques, culturelles) qui définissent les individus comme membres compétents de la société, pratiques qui en conséquence offrent des ressources aux individus et aux groupes sociaux » [notre traduction]².
- 2 Initiée par le *German Historical Institute* de Washington, cette publication présente des travaux comparatifs entre États-Unis et Allemagne, dans une perspective d'histoire transnationale. Mais en réalité, il s'agit plutôt d'une mise en relation de deux histoires

nationales, portant sur le rôle de l'enfance dans la construction des États-nations. Cet exercice avait fait l'objet de travaux similaires, américano-suédois, publiés dans le *Journal of the History of Childhood and Youth*³.

- 3 Qu'en est-il du siècle de l'enfance du point de vue des droits des enfants ?
- 4 S'agit-il du siècle de la reconnaissance de la spécificité de l'enfance, de ses besoins pédagogiques d'une part et de sa vulnérabilité d'autre part, justifiant le développement de politiques de protection ?
- 5 S'agit-il du siècle de l'avènement politique de l'enfance, dont les droits sont énoncés dès les années 1920, pour être précisés et étendus dans la seconde partie du siècle – droits dont l'objectif avoué est la promotion de l'autonomie des plus jeunes citoyens ?
- 6 *In fine*, sous le vernis des discours protecteurs et/ou émancipateurs, s'agit-il du siècle de l'instrumentalisation de l'enfance, qui deviendrait un nouveau paradigme de *gouvernementalité*⁴ ?
- 7 Dirk Schumann aborde ces questions dans leur complexité, et annonce d'emblée que le développement des institutions et politiques de protection de l'enfance, de la promotion de l'enfant comme citoyen est un processus historique « limité et ambigu » (p. 1). Limité, car ces droits ne s'appliquent qu'à une part de la population enfantine, excluant de fait de nombreuses minorités ethniques (Noirs et Amérindiens aux États-Unis ; Juifs ou Polonais en Allemagne). Ambigu, car ces politiques relèvent autant du contrôle social que de la volonté d'émancipation ou d'habilitation (*empowerment*) des sujets juvéniles et de leurs familles.
- 8 Les travaux ici présentés portent principalement sur l'histoire de l'éducation et sur l'histoire des politiques de protection de l'enfance. Ils abordent tant l'histoire de l'école que celle de la parentalité, l'histoire des sciences de l'enfant et de l'expertise, l'histoire de l'encadrement religieux et politique.
- 9 La jeunesse, évoquée dans l'introduction de Schumann, est largement écartée du champ d'analyse, et notamment ses modes de mobilisation politique à travers le siècle, de l'enrôlement nazi aux mobilisations contestataires des années 1960-1970. C'est plus d'une histoire de l'éducation à la citoyenneté et du rôle politique de l'éducation enfantine dont il s'agit ici. Ce choix peut paraître dommageable, tant la citoyenneté invite à un cheminement qui part de l'enfance pour aller vers l'âge de la maturité politique.
- 10 Dans une introduction précise et éclairante, Schumann retrace le processus historique qui voit la citoyenneté s'étendre au long du xx^e siècle, en Allemagne et aux États-Unis, tout en précisant que cette extension n'est pas linéaire, marquée notamment par les ruptures de régimes politiques et les deux conflits mondiaux. L'invention de la justice des mineurs (1899 aux EU, 1908 en Allemagne) apparaît comme un événement fondateur, créant un droit mais aussi une institution judiciaire spécifique aux mineurs. Le principe de la vulnérabilité de l'enfance est posé. L'instruction obligatoire est concomitante, qui provoque une augmentation drastique des effectifs scolaires dans les premières décennies du siècle. Germanisation, américanisation, les enjeux d'intégration des migrants et minorités ethnico-linguistiques y sont essentiels dans les deux espaces nationaux. Les années d'entre-deux-guerres sont marquées, aux États-Unis, par la « psychologisation » de l'enfance, avec le développement des cliniques de « guidance » infantile. L'Allemagne ne suit pas la même voie, qui, dans les années 1930, s'oriente vers un eugénisme médical promu par l'idéologie nazie. Le retour à la paix

voit converger de nouveau le rapport des deux sociétés à l'enfance, teinté de « panique morale » dans les années 1950, puis reconnaissant les mouvements d'émancipation culturelle de la jeunesse dans les années 1960. Les années 1970 sont marquées par la prégnance de la sociologie de la jeunesse et le développement du travail social, qui relègue au second plan le paradigme psychologique et promeut une nouvelle forme de citoyenneté, où l'acteur individuel est valorisé selon une conception plus libérale des droits des enfants.

- 11 Les contributions sont riches, même si on peut regretter que peu concernent les deux espaces nationaux de manière véritablement comparatiste. En ouverture, Sonya Michel s'emploie à tenter l'exercice. Elle analyse le développement de l'État et les politiques de protection de l'enfance en Europe et en Amérique du Nord au XIX^e siècle. Soulignant que la santé des populations devenant une source de richesse et de pouvoir pour l'État, elle indique que l'enfance est devenue progressivement l'objet de toute l'attention des autorités publiques. À la fin du siècle, la famille apparaît comme l'instrument de gouvernement par excellence, viatique entre le public et le privé, synthèse entre libéralisme et solidarité. L'État bismarckien, la III^e République française, la République américaine s'engagent alors dans la voie de la nationalisation de l'enfance, grande entreprise d'acculturation des populations, notamment des migrants.
- 12 La première partie de l'ouvrage, intitulée « *New Beginings* », évoque les politiques réformatrices du premier XX^e siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres. Katharine Bullard décrit le fonctionnement du *Children's Bureau* américain, institution née des efforts militants des « *child savers* », qui voit des femmes accéder à des fonctions importantes au sein de l'appareil d'État, comme l'avaient déjà montré les travaux de Kriste Lindenmeyer⁵. Mais à l'instar de nombreuses réformes de la « *Progressive Era* », le *Children's Bureau* n'est pas sensible à la question de la discrimination raciale, et perpétue un traitement inégalitaire des populations Noires. Andrew Donson, quant à lui, se penche sur l'entrechoc de la pédagogie réformatrice, en Allemagne, avec la « pédagogie de guerre », qui ravive, dans les écoles, un autoritarisme que l'on croyait alors dépassé. Il montre que lorsque la citoyenneté est envahie par le patriotisme, les droits sont mis en suspens.
- 13 La seconde partie, intitulée « *Redefining Parent's Roles* » évoque la question de la parentalité après la première guerre. La condition parentale fait alors l'objet de tentatives de définition et de normalisation. Les parents des classes populaires, ennemis de l'État au XIX^e siècle, tendent à devenir, sous réserve de soumission à un ordre social bourgeois, alliés des politiques publiques de protection sociale. C'est ce que montre Carolyn Kay en étudiant les ouvrages de conseils aux parents en Allemagne. Les mères, en particulier, sont les destinataires de cette entreprise d'institutionnalisation de la parentalité. Rebecca Jo Plant lui donne la réplique pour le cas américain, qu'elle étudie dans les années postérieures à 1945. On assiste alors tant à une critique du despotisme paternel, dont les pédagogues prétendent qu'il a mené l'Allemagne dans les bras du nazisme, qu'à une panique morale autour de la faiblesse des mères américaines, laxisme qui marquerait l'affaiblissement du modèle démocratique libéral. Aussi préconise-t-on de favoriser la relation mère-enfant principalement dans le bas-âge, pour laisser ensuite aux pères le soin d'éduquer le futur citoyen. Cette représentation repose non seulement sur une division genrée des rôles sociaux, mais sur une hiérarchisation des figures parentales. Au même moment, explique Till van Rahden, on promeut en Allemagne un modèle de « paternité démocratique », sous l'influence des

religions chrétiennes (protestante comme catholique), de façon à renouer avec l'exercice de la citoyenneté, suspendu pendant les années brunes.

- 14 La troisième et dernière partie de l'ouvrage met en parallèle les droits parentaux et les exigences de l'État, ouvrant sur la problématique, récurrente aujourd'hui en sciences sociales et en histoire, de l'agencement entre autorité et libéralisme au cœur du pouvoir moderne occidental. Tara Zahra d'une part et Dirk Schumann d'autre part évoquent les stratégies parentales face à l'institution scolaire, la première dans un contexte de tensions nationalistes en Bohême, le second dans le contexte d'après-guerre, avec l'institution de conseils de parents en Allemagne de l'Ouest.
- 15 En conclusion de son introduction, Dirk Schumann appelle les historiens à développer les travaux comparatistes, portant en particulier sur la question des négociations entre différents acteurs sociaux au sujet de l'éducation des enfants dans une perspective d'intégration à la communauté politique. Car si de nouvelles normes corporelles ou psychiques associées à la citoyenneté peuvent être promues par les experts ou l'État, le pouvoir des parents, des éducateurs et des jeunes eux-mêmes ne doit pas être négligé dans ces interactions. C'est là que le bât blesse ; comment les historiens peuvent-ils recueillir une parole enfantine assourdie par les grands discours sur l'éducation à la citoyenneté ? C'est, une nouvelle fois, dans les fissures de l'histoire que nous emmènent les enfants du siècle.

NOTES

1. MARSHALL THOMAS H., *Citizenship and social class. And other essays*, Cambridge [Eng.], University Press, 1950.
2. TURNER BRYAN S., *Citizenship and social theory*, London; Newbury Park, Calif., SAGE Publications, 1993, cité p. 2 du présent ouvrage.
3. LINDENMEYER Kriste et BENGT Sandin, "National Citizenship and Early Policies Shaping "The Century of the Child" in Sweden and the United States", *The Journal of the History of Childhood and Youth*, 1, 1, 2008, p. 50-62.
4. Voir les travaux de Michel Foucault à ce sujet, qui insiste en particulier sur le rôle de l'enfance dans le développement de la *gouvernementalité* contemporaine.
5. LINDENMEYER Kriste, *A Right to Childhood: The U.S. Children's Bureau and Child Welfare, 1912-46*, Urbana – Chicago, University of Illinois Press, 1997.